



LE POITOU ROUGE

Revue des militant·e·s NPA de Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne

URGENCE INTERNATIONALISTE Et anticapitaliste ! SOLIDARITÉ, RÉVOLUTION !



Iran, Ukraine, Brésil, Palestine... Partout sur la planète des événements importants se produisent.

Le Poitou rouge réaffirme son engagement anticapitaliste et révolutionnaire, car la Révolution que nous défendons sera internationaliste ou ne sera pas.



SOMMAIRE

Edito - Urgence anticapitaliste et internationaliste.

Page 2

Charente - Non au plan de licenciements chez Leroy-Somer !

Coussay-les-bois - Pas une ferme-usine de plus !

Page 3

Saintes - Le maire propose sa charte associative non négociable

Saintes - Répression militante

Page 4

Nord-Charente / Sud-Vienne - Les éoliennes

Page 5

Vienne - Pour les bus gratuits à Grand Poitiers !

Page 6

Iran - Entretien avec un manifestant kurde

Page 7

Brésil - L'extrême droite au pouvoir ?

Page 8

Burkina Faso - Point de situation

Page 9

Non à la Coupe du monde de Football au Qatar

Page 10

Annie Ernaux, prix Nobel de littérature 2022

Le signe de Pao

Page 11

Ca se passe en Poitou-Charentes !

Agenda

Page 12

Urgence anticapitaliste et internationaliste.

Le Poitou rouge est un journal local, qui cherche à faire connaître les luttes et informations sociales, écologiques, démocratiques de la région Poitou-Charentes et à y défendre un point de vue anticapitaliste. De la mobilisation contre les méga-bassines qui démontre le besoin cuisant de faire de l'eau un bien commun, à celles pour une énergie propre, pour des transports collectifs gratuits, pour une agriculture paysanne et biologique et donc opposée aux fermes-usines comme à Coussay-les-Bois, nos territoires ne sont pas en manque de lieux de confrontations sociales d'où peut émerger un espoir.

Le Poitou rouge, c'est aussi un journal qui a les yeux rivés sur le monde. Nous faisons nôtres ces paroles du Che, dont on a commémoré l'anniversaire de la mort le 9 octobre dernier : « Surtout, soyez toujours capables de ressentir au plus profond de votre cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde. C'est la plus belle qualité d'un révolutionnaire. ». C'est pourquoi dans ce numéro, comme dans le précédent, comme dans ceux à venir, nous proposons des articles sur des sujets internationaux. Hier sur l'Ukraine et le Liban, aujourd'hui sur l'Iran et le Brésil. Si le monde est en proie à des régimes autoritaires et néo-fascistes comme en Russie, en Inde, ou nouvellement en Italie ; si la guerre se poursuit dans différentes régions du monde, comme en Ukraine, en Éthiopie, en Arménie, en Palestine, ou qu'elle couve en mer de Chine, il existe aussi des résistances à ces catastrophes, des étincelles capables de mettre le feu aux poudres de l'ordre social et politique, de faire s'embraser le monde et de le dégager des mains des bourgeois, des ploutocrates et autres saigneurs de pauvres, de femmes, de racisé·e·s, de LGBTIQ+. Ainsi, les peuples d'Ukraine ou d'Iran – notamment les kurdes et les femmes – montrent la voie avec une exemplarité qui nous appelle, ici, à la modestie et à la solidarité.

« Le besoin de poésie est aussi important que le besoin de pain. ». C'est avec le don qu'on lui connaît pour les belles formules que Trotsky écrivait la nécessité de nourrir l'esprit comme on nourrit le corps. Là encore le Poitou rouge tente modestement de jouer ce rôle, en proposant quelques mots sur la BD charentaise Le signe de Pao, ou encore sur la nomination récente d'Annie Ernaux comme prix Nobel de littérature.

Nous souhaitons à toutes et à tous une bonne lecture en espérant que ce nouveau numéro vous sera utile. Nous rappelons que nous restons ouvert·e·s à toutes propositions de sujets, d'articles, d'entretiens...

Alexandre Raguet



ontacts

Courriel : poitourouge@gmail.com

Site web : poitiersanticapitaliste.org

Facebook :

www.facebook.com/npa.poitiers

www.facebook.com/people/NPA-en-Lutte-Charente/100072011709257/

CHARENTE - NON AU PLAN DE LICENCIEMENTS CHEZ LEROY-SOMER !

La lente liquidation de l'industrie charentaise !

Moteurs Leroy-Somer, devenu Nidec en 2019 a donc annoncé un nouveau plan de licenciements. Le spécialiste mondial en alternateurs industriels et en systèmes d'entraînement électromécanique et électronique dont le siège est situé à Angoulême poursuit sa course au profit à tout prix et menace ainsi la survie même de l'entreprise pour le profit de quelques-uns.

Un peu d'histoire

L'entreprise a été créée à Angoulême en 1919 par Marcellin Leroy. Fleuron de l'industrie française pendant des décennies, le fabricant de moteurs électriques traverse une crise profonde en raison de la politique capitaliste à court terme de ses repreneurs successifs qui ont tourné le dos aux investissements pour mieux « se payer sur la bête ». Le canadien Emerson en 1990 puis le japonais Nidec n'ont pas arrêté de supprimer des emplois et d'externaliser en dehors de la France pour fabriquer à plus faible coût sans procéder aux investissements nécessaires pour moderniser les lignes de produits.

Après avoir compté plus de 4.000 salariés, Leroy Somer ne compte plus aujourd'hui que 1.600 emplois directs en Charente.

Le contenu du nouveau plan de licenciements

126 employés perdront donc leur emploi d'ici fin 2023, dont 100 en Charente. Une décision "violente", admet la direction qui a déjà procédé à moult plans de départs volontaires ou non ces douze dernières années. Elle procédera à deux phases de départs distinctes. Des départs « volontaires » (selon la direction) jusqu'à février 2023 puis en mars une liste de départs contraints établie à « la gueule du client » sera connue. Ambiance chez Leroy !

Les arguments des patrons de Nidec pour licencier

Cette "réorganisation" est censée remplir les caisses de l'entreprise, en perte de vitesse sur le marché mondial et dans un contexte international difficile en raison de la flambée du prix des matières pre-

mières, des transports et de l'énergie. Le plan de licenciements permettrait ainsi à Nidec d'alléger ses coûts fixes et de pouvoir enfin innover notamment dans son système informatique pour gagner en compétitivité.

En langage clair essayer de faire plus de bénéfices.

Pour l'annulation de ce nouveau plan

Aucun des arguments de la Direction de Leroy ne tient la route pour développer l'entreprise et les emplois. Le contexte économique mondial s'est certes assombri mais il est le même pour la concurrence qui ne procède pas à des licenciements mais continue à investir en Recherche et Développement. Cette recherche de profits à court terme doit être combattue par les salariés eux-mêmes au premier plan mais aussi par les pouvoirs publics (département, région et état)

Un seul mot d'ordre : Annulation de ce plan de licenciements !

Sylvain Chardon



COUSSAY-LES-BOIS - PAS UNE FERME-USINE DE PLUS !

A Coussay les bois contre la ferme usine de 1200 taurillons la résistance continue malgré les décisions de justice. Les travaux sont commencés. C'est la valse des camions qui apportent des granulats de calcaire pour renforcer le sol où doivent être implantés les bâtiments. C'est une zone humide qui est en cours de remblaiement au mépris de la législation. L'association ASPECT continue de se mobiliser et la population répond toujours présente. Les infractions sont relevées et transmises au procureur. Le maire de la commune a également dressé un procès verbal pour non respect des règles d'urbanisme puis pour les manquements aux prescriptions du permis de construire.

Ces fermes-usines où le paysan de-

vient un entrepreneur et l'animal une matière première ont un seul but : celui d'engranger des profits. De ce modèle agricole prôné par la FNSEA et les ministres de l'agriculture successifs nous ne voulons pas.

Le promoteur du projet compte sur les lenteurs de la justice pour mettre tout le monde devant le fait accompli. Les comparutions immédiates sont réservées aux jeunes et aux manifestant-es.

Avec le début de ces travaux c'est la nappe phréatique qui est directement menacée. Les problèmes de l'eau, de l'eau potable on connaît bien. Cela rejoint les projets de méga bassine représentants du même modèle agricole. Unissons les luttes contre ce mo-

dèle agricole destructeur. C'est d'ailleurs ce qu'ont commencé à faire différents groupes locaux d'opposants à ces fermes usines pour être plus forts ensemble.

L'agriculture est une réponse au défi climatique. Stocker le carbone, enrichir les sols, favoriser la biodiversité, associer arbres, cultures et animaux sur une même parcelle... autant de pratiques d'une agroécologie paysanne, incompatible avec le productivisme agricole actuel fonctionnant à coup de subventions publiques et de surdosages chimiques.

Le NPA 86 exige l'abandon de la ferme-usine de Coussay-les-Bois et continuera de participer aux mobilisations.

Thierry Millet

SAINTES - LE MAIRE PROPOSE SA CHARTE ASSOCIATIVE NON NÉGOCIABLE



Plus de 450 associations sur la ville de Saintes œuvrent pour le bien être ou mieux être de la population. Cette vie associative forte fait le lien entre la collectivité et les Saintais (es).

Jusque-là, tout se passait paisiblement, mais le Maire, Bruno Drapron, a considéré qu'il y avait des « bonnes associations » et d'autres moins « soumises ». C'est pourquoi et après une consultation de quelques associations amies... il a décidé de l'opportunité de formaliser, par écrit, les relations entre la mairie et les associations.

Ce document de 4 pages précise un certain nombre de règles et de « bienséance ».

Dans son préambule, les choses deviennent subitement plus

claires : « Seules les associations signataires de la charte bénéficieront des aides et services de la Ville. ». En clair, tu signes ou tu as le droit à rien !

Puis, un peu plus loin dans le document, on peut lire : « La Charte est un engagement réciproque Ville/Associations, dont les principes sont : Le respect mutuel des légitimités « politiques » et « associatives », l'indépendance des deux parties. ».

Si, et fort heureusement, sur l'indépendance des 2 parties nous revenons de loin, sur la « légitimité politique », il serait intéressant d'avoir des éclaircissements : Faudrait-il être en phase complète avec la municipalité ?

Puis, le document précise les règles que doivent respecter les associations comme si elles n'étaient pas responsables... On nous parle « de fonctionnement

démocratique », « d'élection des instances », de valorisation de la Ville en insérant le logo de celle-ci sur les supports de communication. Une sorte de marketing opérationnel via les associations qui fera la promotion de...

Il faudra aussi aider, accompagner les projets de la politique municipale. Les responsables des associations vont devoir se transformer en « commerciaux » pour la Ville.

Mais la conclusion du document nous rassure : « La Charte n'a pas pour objet de figer les relations et de les enfermer dans un cadre rigide... ». Un comité de pilotage sera mis en place pour surveiller tout ça. Il est composé de personnalités choisies et/ou cooptées.

Ouf ! ça va mieux...

Bernard Toussaint
NPA Saintes

SAINTES - RÉPRESSION MILITANTE

Une première à Saintes en Charente-Maritime : Une camarade du PCF, Christine V., verbalisée en plein marché pour « atteinte à l'ordre public » ! Rien que cela !

Toutes les forces progressistes de Saintes sont en émoi.

Christine V. était en train de distribuer les tracts de son parti comme cela se fait depuis des décennies... et plus encore, lorsque la police municipale est intervenue pour sommer la camarade d'arrêter sa diffusion. La camarade tenta de recueillir quelques explications auprès de cette « maréchaussée municipale ». La seule réponse fut une amende forfaitaire de 135 €.

Le Maire Bruno Drapron, ex UDI et soutien aujourd'hui d'Edouard Philippe, chez Horizons, a été alerté pour mettre un terme à cette cabale. Il se dit très occupé mais très attentif à cette affaire. En fait, il s'en moque mais il est assez intéressé pour « embêter » la gauche

saintaise et cette NUPES dont on parle !

Quant au motif du PV : « atteinte à l'ordre public », il doit y avoir une erreur ; ou bien alors une extension de la loi « sécurité globale » de mai 2021 aux simples distributions de tracts ?

Le Maire qui vise peut-être un petit boulot auprès d'Edouard Philippe, candidat président, à la prochaine présidentielle de 2027 se positionne comme un possible shérif en remplacement d'un certain Darmanin, usé par le pouvoir et les affaires de mœurs...

En attendant et au vu de l'évènement survenu à Saintes, toutes les forces de gauche doivent se mobiliser et envisager une réponse à la hauteur de cette attaque à la démocratie et à la liberté d'expression.

Bernard Toussaint (NPA Saintes)

Poitiers - Antimilitaristes, anti-impérialistes, anticapitalistes !



Le jeudi 6 octobre, la maire de Poitiers participait, avec l'élue « correspondant à la défense de la ville (sic!) » Didier Dargère, à la présentation des capacités de l'Armée de Terre de l'IHEDN.

Posant aux côtés de militaires et d'engins de morts, les élu-e-s écologistes n'ont pas du tout profité de l'occasion pour dénoncer les guerres impérialistes menées par la France... Non, dans sa communication, l'édile dit simplement avoir saisi l'occasion de « mieux comprendre le fonctionnement de l'armée de Terre » et de « saluer les effectifs poitevins présents sur place ». Soyons rassurés (ou pas) mais le poste de commandement y est jugé « opérationnel ».

Domage que cette municipalité, comme la précédente, continue de faire allégeance à l'appareil d'état, en participant à ce genre d'initiative sans les dénoncer, tout comme lors des cérémonies en hommage aux morts des guerres coloniales où jamais un mot n'est formulé contre ces événements qui ne sont pas neutres. L'état français est criminel. Ça va mieux en le disant.

NORD-CHARENTE / SUD-VIENNE – LES ÉOLIENNES

Comme la députée FN du Nord Charente, Caroline Colombier, a décidé de surfer sur des positions anti-éoliennes primaires, voici une analyse formulée par les militant·e·s du NPA ces derniers mois sur ce territoire.

Pour ou contre l'éolien ?

Le sujet est central dans nos départements de la Charente et de la Vienne. Sur le Nord du département charentais, 70 éoliennes sont déjà installées et une trentaine d'autres sont prévues. Beaucoup sont aussi en place dans le civraisien.

La question que l'on nous pose souvent, est : êtes-vous pour ou contre les éoliennes à l'heure où elles fleurissent partout ?

D'abord, nous pouvons répondre, comme écologistes, que nous sommes pour l'éolien. Si nous considérons qu'il faut réduire drastiquement la consommation d'énergie (en réduisant les productions inutiles, en supprimant la publicité, en mettant en place un grand plan de rénovation des bâtiments et logements...), nous pensons aussi qu'il faut développer toutes les énergies propres. L'énergie éolienne fait partie du mix que nous voulons.

Pourquoi ? Parce qu'il faut sortir du nucléaire (nous reviendrons là-dessus un peu plus loin) qui est une énergie dangereuse par nature et qui « porte en elle la catastrophe comme la nuée porte l'orage » (pour paraphraser Jaurès). La sortie du nucléaire ne peut être totalement compensée par les économies d'énergie (il y aura toujours besoin d'énergie), c'est pourquoi l'éolien, comme le solaire, ou encore la méthanisation, sont des technologies qu'il faut développer pour aller vers une électricité propre et renouvelable. Si l'on mettait autant d'argent dans le développement des énergies renouvelables et de l'isolation que l'on en met pour maintenir le nucléaire à flots nous saurions produire de

l'énergie en quantité proprement. Rappelons aussi que cet argent mis dans le nucléaire est un gouffre. Outre les difficultés avec les EPR, beaucoup de centrales sont à l'arrêt suite à différents problèmes matériels comme des fissures de tuyauteries. Nous savons aussi que la question du manque d'eau dans les rivières va poser des graves problèmes ces prochaines années.

Il faut donc développer l'éolien, oui, mais il faut le faire dans une régie publique et démocratique, après avoir exproprié les grands groupes de l'énergie et mis en place un monopole public de l'énergie, sous contrôle démocratique de la population et des travailleurs/ses.

Le nucléaire serait propre nous disent les défenseurs du capitalisme vert ou du productivisme d'état ?

Nous répondons que cela est faux. La lutte contre le réchauffement climatique ne doit pas nous faire tomber dans le panneau pro-nucléaire. Le nucléaire, en plus d'être un danger mortel, est une énergie coloniale et polluante (comme le pétrole). Pour produire du nucléaire, il faut des ressources naturelles qui ne sont pas présentes en Europe et qui poussent au néo-colonialisme (notamment en Afrique). Le nucléaire est avant tout une mine d'or pour une multinationale comme Areva (Orano), pas pour les gens. L'énergie qui coûte la moins chère pour les foyers reste l'énergie que l'on ne consomme pas : c'est pourquoi il faut aider les foyers à réduire au maximum les gaspillages liés aux logements mal-isolés via un vaste plan public de rénovation. Mais surtout, il est urgent de créer un monopole public de l'énergie pour bloquer les prix, et aller vers des formes d'autonomie énergétique (avec du solaire sur les toits, des petites éoliennes, etc.).

Par ailleurs, un gouvernement portant une politique écologie radicale et populaire devrait rendre

gratuite l'énergie nécessaire à une vie digne, comme les premiers mètres cubes d'eau devraient aussi être rendus gratuits. Des économies d'énergie sont aussi faisables en supprimant la publicité.

Mais revenons-en à l'éolien tel qu'il est majoritairement pratiqué aujourd'hui.

La privatisation du secteur énergétique empêche la mise en place d'un vrai plan en matière d'implantations d'éoliennes. Elle sont souvent installées sans aucune cohérence géographique, sans aucune démocratie, et nous rejetons totalement ces pratiques. Les grands parcs éoliens privés ne sont pas une bonne solution : certains villages voient des dizaines d'éoliennes apporter des nuisances, et parfois des paysages sont détériorés. Il arrive même que les parcs d'oiseaux migrateurs soient dérangés. Mais le plus ennuyeux est que ces éoliennes sont implantées, comme toujours, sans aucune consultation démocratique ce qui pourrait pourtant éviter les colères de personnes ayant le sentiment (réel) que tout se fait sans qu'elles ne soient jamais impliquées dans le processus démocratique.

Dans un plan public et écologique de développement des énergies renouvelables, les populations doivent être associées à l'implantation des éoliennes pour que celles-ci ne répondent pas seulement à des intérêts financiers, mais pour qu'elles soient au cœur d'une planification démocratique, construite conjointement entre habitant·e·s, travailleurs/ses, scientifiques et élu·e·s. Sortir des logiques capitalistes pour sauver le climat doit se faire sur deux jambes : répondre aux exigences sociales et écologiques, tout en imposant une démocratie à la base où celles et ceux d'en bas décident des choix de la société.

**Par les militant·e·s
du NPA Nord-Charente**

Vienne - POUR LES BUS GRATUITS À GRAND POITIERS !

Grand Poitiers compte désormais 40 communes et un peu moins de 200.000 habitants-e-s. La question du développement des transports collectifs, pour répondre à la crise climatique, devient cruciale. C'est pourquoi nous avons proposé à toutes les personnes intéressées, à toutes les organisations convaincues, de lancer dès le mois de septembre une campagne pour les bus gratuits, l'amélioration du réseau et de la fréquence.

À Poitiers, nous sommes très loin du compte

Dans une tribune parue dans l'entre-deux-tours, la maire, Léonore Moncond'huy, alors candidate de Poitiers collectif, se positionnait sur plusieurs points, notamment celui de la gratuité de bus. Cette tribune intitulée « Ouvrons un nouveau chapitre de l'histoire de Poitiers » disait vouloir « tendre vers la gratuité des bus ». Plus de 2 ans après l'élection de Poitiers collectif, nous ne constatons pas une amélioration significative du réseau de bus, de la fréquence, et nous ne tendons pas du tout vers la gratuité. L'aspect symbolique est le ticket acheté dans le bus à 2€ ! Les tarifs sociaux ne répondent pas aux différents problèmes posés. D'abord ces tarifs obligent une fois de plus les pauvres et les précaires à prouver leur situation pour bénéficier d'avantages sociaux... Mais surtout cela n'a aucune utilité pour développer de façon significative le nombre de passager-e-s dans les bus. La gratuité au contraire permet cette fluidité et cette facilité de déplacement et, corrélée à une offre de service de qualité (fréquence, réseau...), elle permet d'opérer une révolution des modes de transport.

La gratuité des transports collectifs permet une politique...

- **Sociale** : le coût du transport, notamment pour les jeunes, les précaires et les travailleurs-ses, est très important. Une voiture revient à environ 10 % du revenu d'un ménage. Le prix d'un abonnement à Vitalis – variable selon les revenus – est lui aussi significatif pour les personnes n'ayant pas de voiture.
- **Ecologique** : pour limiter la pollution des villes, qui à la fois réchauffe l'atmosphère et rend malade les habitants-e-s, nous devons limiter au maximum l'usage de la voiture individuelle. Les déplacements doux (vélo, marche) sont à développer mais ils ne répondent pas à tous les besoins, en particulier pour les personnes en situation de mobilité réduite ou celles vivants loin de leur lieu de travail. La gratuité permettra de répondre aux besoins et de limiter le nombre de voitures.
- **Démocratique** : le droit au déplacement

est un droit inaliénable. Pouvoir se déplacer quand on veut où on veut, pour exercer une activité professionnelle, artistique, sportive, ou tout simplement pour flâner doit être permis. La gratuité des transports donne cette possibilité à toutes et à tous.

La gratuité des transports en commun, plus que jamais d'actualité ! (article de Patrick Le Moal dans le journal l'Anticapitaliste)

Les décisions de l'Allemagne et de l'état espagnol l'ont mise sur le devant de la scène à une échelle jusqu'alors inconnue, alors que la gratuité totale des transports en train, bus et tramway qui existe au Luxembourg depuis 2020 est restée confidentielle.

C'est principalement pour lutter contre les effets de l'inflation que le gouvernement PS de l'État espagnol rend les trains régionaux et de banlieue gratuits pour les quatre derniers mois de 2022, une mesure qui concerne les grandes villes. La décision allemande d'un pass transports à 9 euros pour tous les transports en commun à l'exclusion des trains grandes lignes était plus centrée sur les questions environnementales. Si ce n'est pas la gratuité c'est une avancée considérable qui a eu un succès énorme, 52 millions de pass vendus, en plus des 10 millions d'abonnés habituels. Le bilan est sans appel : une économie de 1,8 millions de tonnes de CO2, la diminution de la pollution de l'air de 6 % et des bouchons routiers dans la plupart des villes et une utilisation plus importante dans les territoires à faibles revenus. Le débat est ouvert pour rendre la mesure permanente.

En France une quarantaine de villes ont d'ores et déjà instauré la gratuité. La dernière en date est Morlaix. D'autres l'ont mise en place les week-ends, comme à Nantes, avec une fréquentation en hausse de 15 %. Montpellier qui prévoit la gratuité totale en 2023 pour concilier pouvoir d'achat et décarbonation des transports, l'a également initiée le week-end et l'étend à diverses catégories. Comme toujours ces mesures de tarification sociales ont une limite, elles ne s'appliquent qu'à celles et ceux qui font les démarches (50 % des concerné-e-s). Malgré cela, les déplacements des jeunes de moins de 18 ans ont augmenté de 70 %. Partout le bilan est le même. Lorsque l'offre de transports est adaptée aux besoins de la population et que la gratuité est mise en place, la fréquentation augmente, jusqu'à doubler en quelques années.

Le débat s'invite dans les agglomérations les plus polluées aux particules fines et autres gaz toxiques concernées par les Zones à Faible Émission (ZFE) instaurées par la loi mobilités de 2018 excluant les véhicules les plus anciens, ce qui limite les

Collectif pour les Bus gratuits
Grand Poitiers

Demandons la gratuité des bus !

Une mesure ÉCOLOGIQUE

Nous sommes en retard à toutes les échelles, il est urgent d'agir ! Moins de voitures en ville et en campagne, c'est moins de pollutions, et une ville plus agréable.

Une mesure SOCIALE

Se déplacer est un besoin ! Zéro dépense de transport, ça change la vie quand on a du mal à finir le mois !

Parfaitement FINANÇABLE

La billetterie ne représente que 20% des dépenses de fonctionnement de Vitalis. Pour le reste, on peut supprimer les subventions au transport aérien et augmenter le versement mobilité payé par les entreprises.

Aucune excuse pour ne pas le faire !

Ce n'est pas financable si !
De nombreuses grandes villes ont déjà mis en place la gratuité avec succès (Dunkerque, Aubagne...). Les dépenses de fonctionnement de Vitalis sont de 25m€/an, la billetterie ne compte que pour 5m€/an. Cette somme peut être financée en redirigeant les subventions à l'aéroport (0,8m€/an), et en augmentant le versement mobilité de 1,3% à 2%. La gratuité réduit aussi les frais liés à la vente et au contrôle des tickets.

C'est pas équitable car les riches ne paient pas si !
Les personnes qui utilisent le plus les transports en commun ne sont pas les plus riches ! La gratuité aura surtout de l'impact sur les personnes qui prennent un abonnement (20€/an !), y compris celles qui ont droit au tarif "solidaire" car beaucoup ne le réclament pas.

Service pas de bonne qualité si !
L'amélioration du service est une revendication majeure de notre collectif ! Avec la gratuité, la fréquentation des bus augmente, il faut donc augmenter la fréquence des lignes. Nous demandons aussi d'étendre le réseau pour couvrir les communes plus éloignées et un élargissement des horaires de fonctionnement pour permettre aux habitants de rentrer chez eux plus tard le soir.

Les incivilités augmentent si !
Les villes qui expérimentent déjà la gratuité montrent une baisse drastique de la délinquance dans les transports. La gratuité permet aussi de meilleures conditions de travail pour les conducteurs, ce qui se traduit par l'absence quasi-totale de grèves.

Mobilisons-nous !

Rejoignez-nous mercredi 19 octobre à 18h30 au centre d'animations de Beaulieu pour notre 1ère assemblée générale

contraintes à celles et ceux qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule, qui sont rejetés loin de leur lieu de travail et des centres villes par le montant des loyers, la mesure est discriminatoire et injuste socialement. Elle est aussi inefficace. Les aides gouvernementales et locales pour acheter des véhicules « propres » sont catastrophiques pour le réchauffement climatique : entre le bilan carbone de la destruction d'un véhicule ancien et la construction d'un véhicule neuf, pour avoir un bilan carbone positif, il faut rouler ... 300 000 km. Sans compter que les véhicules électriques polluent aussi, plus de 40 % des particules fines émises par les véhicules provenant de l'usure des pneus et des freins.

Là encore, la seule solution efficace, c'est le développement au travers d'investissements massifs de transports en commun, pour qu'ils soient rapides, de qualité, accessibles et bien raccordés aux autres mobilités et bien sûr leur gratuité totale. C'est la seule manière pour répondre efficacement aux défis sociaux, climatiques et sanitaires.

IRAN - ENTRETIEN AVEC UN MANIFESTANT KURDE

Le 16 septembre 2022, une jeune femme kurde iranienne, Zhina Amini, ou Mahsa de son nom perse, a été tuée par la police de la moralité iranienne pour avoir mal porté son voile. Rapidement, les nouvelles de sa mort se sont propagées, avec des manifestations spontanées contre le régime, concentrées dans le Kurdistan Iranien. Mais les manifestations se sont étendues à tout l'Iran, et le régime s'enfonce dans une surenchère répressive. L'internet est coupé, des tirs à balles réelles sont utilisés, et plus de 80 morts du côté des manifestants sont comptés. Il y a déjà eu des protestations massives en 2019 en Iran, et comme aujourd'hui, le régime répond avec la violence.

Un manifestant kurde d'Urmia, en Iran, sur le terrain en ce moment, a accepté de répondre à quelques questions. Pour des raisons de sécurité, l'identité du manifestant ne peut être partagée. Les réponses qu'il a partagées par écrit ont été traduites de l'anglais vers le français.

Quelles sont les demandes des manifestants ?

Les manifestations ont commencé juste après les funérailles de Zhina Amini dans sa ville natale, Saqqiz au Kurdistan iranien. Les gens ont scandé « Femmes, vie, liberté » et sont descendus dans la rue pour protester contre le meurtre de Zhina Amini. Au début, les gens ont exigé l'abolition du département de la police de la moralité, mais bientôt les slogans ont été adressés au guide suprême iranien, Ali Khamenei. Aujourd'hui, la principale revendication des manifestants est l'abolition totale de la République islamique d'Iran et le renversement d'Ali Khamenei. C'est ce que tous les gens qui se battent à l'intérieur du territoire iranien demandent. Cependant, les Kurdes exigent plus que cela, ils veulent obtenir leurs droits humains les plus élémentaires qui leur ont été retirés pendant plus d'un siècle par les Pahlavi et les Mullahs. Les Kurdes exigent la liberté et l'indépendance vis-à-vis de l'Iran ou au moins une véritable autonomie et un fédéralisme.

Pour vous, cette vague de protestations est-elle différente des précé-

dentes ? Et si oui, en quoi ?

Cette fois, les protestations sont différentes car les femmes (et surtout les femmes kurdes) sont les principales leaders. Les femmes ont le plus souffert sous ce régime et aussi sous le régime précédent et elles semblent en avoir assez et vouloir apporter des changements. De plus, cette fois, tous les peuples vivant sur le territoire de l'Iran se battent pour une chose et c'est l'abolition du régime islamique. Une unité qui n'a jamais été vue au cours du siècle passé. Cette fois, les intellectuels, les étudiants universitaires, les artistes – et même certains politiciens qui étaient avant des soutiens du régime – protestent. De plus, le monde entier soutient les manifestations, des dirigeants mondiaux aux influenceurs, artistes, militants des droits de l'homme, etc., ce qui n'a jamais été vu dans l'histoire. Comparé aux dernières manifestations de masse en 2019 où plus de 1500 personnes ont été tuées par le régime, cette fois le régime n'a pas complètement coupé Internet, ils sont extrêmement agressifs, mais ils n'en ont pas



tué autant qu'en 2019. Il semble que cette fois le régime a perdu la plupart de son soutien et de son pouvoir et il ne peut pas fonctionner correctement.

Pourriez-vous nous parler de la répression que met en place la République Islamique d'Iran ?

Les forces du régime ont utilisé des fusils de chasses et de véritables armes de guerre contre les manifestants. Ils utilisent une énorme quantité de gaz lacrymogène et frappent les manifestants avec des matraques. Ils ont également attaqué des maisons et des propriétés de civils. Jusqu'à présent, près de 90 manifestants ont été tués et plus de 1500 sont blessés et des milliers d'autres sont arrêtés et kidnappés. Le régime torture les personnes arrêtées dans les prisons et les menace de viol, d'exécution et de blesser leurs familles. Ce régime a l'un des pires bilans en matière de traitement des prisonniers parce qu'il ne croit pas aux droits de l'homme.

Il semblerait que le mouvement actuel est très concentré dans le Kurdis-

tan Iranien. D'autres groupes ont-ils rejoint la lutte ? Y-a-t-il une forme de solidarité qui se crée face au régime ?

Oui, les manifestations ont commencé dans la ville de Saqqiz, la ville natale de Zhina Amini et elles ont atteint d'autres villes kurdes dès que les principaux partis kurdes iraniens ont annoncé et appelé à une grève générale qui a entraîné le verrouillage complet de presque toutes les villes kurdes puis cela a donné lieu à d'autres formes de protestations. D'autres villes iraniennes ont suivi les Kurdes et ont commencé des manifestations dans leurs villes et ont scandé des slogans kurdes et ont montré leur solidarité avec les Kurdes. Cela n'avait jamais été vu dans l'histoire iranienne. Cependant, cette solidarité n'est pas entièrement vraie, les Iraniens refusent encore d'utiliser le vrai nom et l'identité de Zhina. Ils l'appellent par le nom persan qui est Mahsa, parce que les noms kurdes sont interdits en Iran. De plus, les Iraniens de la diaspora ont attaqué plusieurs manifestants kurdes pour avoir agité des drapeaux kurdes ou scandé des slogans kurdes, ce qui, je crois, est le résultat d'un racisme persan vieux d'un siècle contre notre peuple. Je crois qu'il y a une solidarité entre les peuples pour un objectif commun qui est l'abolition du régime islamique, mais je ne crois pas à une vraie solidarité parce que les Iraniens n'ont pas encore appris à respecter et à tolérer nos droits les plus élémentaires.

Si vous pouviez faire passer un message au monde – qu'est-ce que vous voudriez dire ?

La situation actuelle au Kurdistan et en Iran n'est pas bonne du tout. Le monde doit soutenir notre peuple en tant que devoir humanitaire. L'abolition de ce régime apportera la paix au Moyen-Orient et donc au monde entier. Le monde doit également comprendre que la clé de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient est la liberté du Kurdistan et de son peuple. Tant que les Kurdes ne vivront pas dans cette situation, le Moyen-Orient n'aura pas la paix. Aujourd'hui, nous, les Kurdes, avons besoin d'être reconnus et soutenus plus souvent parce que nous nous battons depuis plus d'un siècle simplement pour nos droits humains fondamentaux.

Propos recueillis par Zorok

BRÉSIL - L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR ?

[Ndlr] Cet article est une contribution de militants anticapitalistes brésiliens, dont l'un, Augusto Nobre, a vécu plusieurs années à Poitiers. Au moment où ces lignes sont écrites, nous ne savons pas encore si Lula gagnera ou non les élections. Mais nous avons voulu donner la parole à nos camarades pour que chacune et chacun puisse voir, de façon concise, ce qu'est l'extrême-droite au pouvoir.



naliste mais ultralibéral.

Le plus inquiétant : Bolsonaro est un destructeur de la démocratie, même de la démocratie dite bourgeoise, se confrontant sans cesse aux institutions, mettant en cause même sans aucune preuve, le système électoral brésilien. C'est un Trump brésilien, mais en plus dévastateur. Il s'allie à l'agro-industrie et aux mineurs qui dévastent le Pantanal et l'Amazonie, qui pour-



un total de vote surprenant et inquiétant, dépassant 43 % des voix, en particulier dans le sud et le sud-est du Brésil. En parallèle, nous avons les régions du nord et du nord-est, à travers lesquelles presque tous les États sont gouvernés par des partis de gauche ou du centre, et qui, au premier tour des élections présidentielles de cette année, ont donné une large victoire au candidat Lula.

Lula a obtenu plus de 48 % des voix dans tout le Brésil, le positionnant proche d'une victoire au premier tour. Bien que ce ne soit pas une certitude, la perspective est la victoire de Lula au second tour, mais le bolsonarisme restera fort, ayant élu de nombreux parlementaires le représentant, malgré le fait que le banc des partis de gauche (PT, PSOL, PCdoB,) se soit également accru.

Le Brésil vit actuellement une situation qu'il y a 5 ans*, n'était pas considérée comme une possibilité par la gauche brésilienne. L'extrême droite est à la présidence. Le président Bolsonaro défend ouvertement la torture et a comme idole le colonel Ustra, qui fut le tortionnaire de Dilma Rousseff (ancienne présidente du Brésil) pendant la dictature militaire brésilienne des années 60, 70 et 80 du siècle dernier. Il est homophobe, raciste et très sexiste.

Bolsonaro a empêché l'achat de vaccins contre le COVID et a fait campagne contre la vaccination en imitant des personnes essouffées mourant du COVID, tandis que des milliers de Brésiliens (700 000 Brésiliens) en sont morts. Et en plus de tout ça, Il a retiré les droits des travailleurs avec une intensité jamais vue auparavant au Brésil. C'est une extrême droite au discours natio-



chassent et tuent les indigènes brésiliens. Lui, Bolsonaro, c'est la barbarie.

Nombreuses sont les phrases et les attitudes de Bolsonaro qui nous ont conduit à dire qu'il a le fascisme encre en lui. Ses mots fer de lance sont : Dieu, Patrie, Famille.

Au premier tour des élections brésiliennes, Bolsonaro a obtenu

La victoire de Lula est essentielle pour tenter d'arrêter la croissance de l'extrême droite au Brésil.

Le côté obscur ne peut pas gagner.

Augusto Nobre e Yarê Lopes

BURKINA FASO - POINT DE SITUATION

Le 4 octobre 1984, devant l'assemblée générale de l'ONU, Thomas Sankara alors président du conseil national révolutionnaire (CNR) du Burkina Faso mettait en avant les besoins de son pays en termes d'éducation, d'autonomie alimentaire et d'autonomie sur la scène internationale. Cependant, ces aspirations sont-elles encore d'actualité aujourd'hui ?

Si l'éducation est pour « le pays des Hommes intègres » une lutte historique, elle reste néanmoins en cours de développement.

Aujourd'hui, le pays étant loin du taux de 98 % d'analphabètes que déplorait Sankara dans son discours de 1984. Le Burkina Faso pouvant montrer une avancée en ce domaine avec un taux d'alphabétisation de 41 % en 2018.

Cependant, l'instabilité du climat politique ne risque pas d'améliorer la situation, car le neuvième coup d'État depuis l'indépendance qui s'est produit fin septembre, évinçant Paul-Henri Sandraogo Damiba qui depuis janvier 2022 avait pris le pouvoir en promouvant une politique de sécurité et de paix contre les attaques djihadistes venant du nord.

Ces attaques visant les ressources du Burkina qui est l'un des plus gros pays aurifère, mais visant aussi les transports humanitaires comme le 28 février 2022 où un convoi humanitaire en direction de Djibo s'est vu attaqué.

La ville est aujourd'hui encore sous blocus djihadiste mais les habitants de la ville de Djibo ne perdent ni espoir, ni ne baissent les bras et poursuivent des revendications. Ainsi, malgré le blocus djihadiste, les habitants ont manifesté le 11 octobre 2022 pour réclamer leur droit à l'éducation avec en première ligne de cortège, les élèves de la ville.

La politique de Damiba étant jugée peu concluante, car ne montrant que trop peu de progrès dans la lutte contre le djihadisme qui occupent 40% du territoire et empêche tout développement du pays.

Le développement du pays passant par le règlement de la crise alimentaire et Damiba par son incapacité a protégé le convoi d'aide alimentaire à montrer son incapacité à régler ce problème.

En plus de cela, l'ex-président était jugé trop laxiste sur l'ingérence française, des mouvements de troupes françaises sur le territoire du Burkina Faso n'auraient pas été reporté aux autorités burkinabées.

Ce laxisme menant à des manifestations en faveur des putschistes et expliquant l'attaque sur les bâtiments officiels français. La France en tant que nation ayant toujours protégé les chefs d'Etat burkinabé depuis 1987.

Le capitaine Ibrahim Traoré a pu donc prendre le pouvoir dans la nuit du 30 septembre par une rébellion d'une partie de l'armée et une annonce dans les médias.



Le président Damiba fuit alors au Togo et le 2 octobre annonce sa démission en faisant promettre aux putschistes de poursuivre le rétablissement constitutionnel d'ici à 2024.

Ainsi malgré ce que la « junte médiatique française » a pu laisser paraître ces derniers jours en arguant que l'insurrection serait due à des manipulations de Moscou. Il faut

voir la situation au Burkina comme les conséquences de l'échec de la politique de l'ex-président et qui par la politique impérialiste menée par la France a entraîné dans sa chute l'État français. Cela s'expliquant d'autant plus par le passé entre la France et le Burkina Faso. La présence de drapeau russe lors des manifestations ne serait-elle que le signe qu'un nouvel impérialisme soit arrivé au Burkina ?

Depuis 2018, il existe entre le Burkina Faso et la Russie un accord de coopération militaire, mais malgré cet accord le président déchu avait refusé l'installation d'une base de Wagner sur le territoire national Burkinabé, ce qui montre une certaine résistance aux volontés impérialistes russes.

Pour ce qui est de l'influence française ramenée par l'ex-président Blaise Compaoré après la mort de Sankara en 1987. Il ne peut être dit que l'influence de Paris soit la même malgré une coopération entre Ouagadougou et Paris dans la lutte contre le djihadisme dans le Sahel. Il faut rappeler l'incident du 20 novembre 2021, dans lequel un convoi français allant au Niger avait été arrêté par des barricades et les militaires avaient blessé des civils.

Il ne faut pas voir l'attaque contre les bâtiments officiels français comme le remplacement des puissances impérialistes, mais plus comme une volonté d'opposition à la tête du pouvoir soumis aux Français depuis la mort de Sankara. La solution russe apparaît alors comme un moyen d'équilibrer les forces impérialistes présentes pour pouvoir se débarrasser du djihadisme. Il faut rappeler que la France et la Russie sont opposées sur beaucoup de sujets géopolitiques et que leurs rivalités permettraient d'alimenter la volonté souveraine du peuple du Burkina Faso contre l'impérialisme de tout bord.

Lucas

NON À LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL AU QATAR

La coupe du monde de football aura lieu en novembre et décembre 2022 au Qatar. Alors que la question des droits humains, démocratiques, écologiques et sociaux est au cœur de cet événement, et que de nombreuses voix se lèvent pour appeler au boycott, il est impossible de garder le silence. L'histoire accélère, et il faut se prononcer contre la Coupe du Monde de la honte.

Un scandale démocratique et social

En 2018, la compétition était organisée en Russie. Le pays accueillait les JO d'hiver en 2014. Cela malgré un Vladimir Poutine annexant la Crimée la même année, emprisonnant ou faisant assassiner des adversaires politiques ou encore agressant les tchétchènes et les géorgien·ne·s. La Chine a de son côté aussi organisé les jeux olympiques d'été 2008 et les JO d'hiver en 2022, ce malgré la répression dont sont victimes les ouïghour·e·s ou encore les tibétain·e·s, mais également passant outre l'autoritarisme, la répression qui sévit dans le dictature post-maoïste. Le Qatar – monarchie absolue raciste, sexiste et homophobe – organise donc la Coupe du Monde de football alors que plus de 6500 personnes sont décédées en construisant les stades et autres infrastructures depuis 2010, dans des conditions de travail dignes de l'esclavage. Les peuluses sont de véritables cimetières. Les dirigeants de cet état du Golfe ont exploité une main d'œuvre extrêmement pauvre, venue du Pakistan, d'Inde, du Népal, du Bangladesh ou encore du Kenya. 90 % des stades et bâtiments ont été construit par des migrant·e·s, travailleurs/ses qui n'ont

bénéficié d'aucun droit et quasiment aucune protection. Une grande part des décès est liée à la chaleur beaucoup trop importante pour travailler – et pour jouer au football. Cela permet aussi de mettre le point sur le problème écologique posé par le fait d'organiser un événement sportif dans une région désertique. En 2019, les championnats du monde d'athlétisme ont eu lieu à Doha, capitale du Qatar. Plusieurs athlètes ont fait des malaises, et certains ont manifesté leur mécontentement, à l'image du marcheur Yohann Diniz, qui n'a pas pu terminer son épreuve dont il était pourtant le tenant du titre.

Un scandale écologique

Pour limiter l'effet des fortes chaleurs, d'énormes climatiseurs ont été installés dans les stades à ciel ouvert. Il s'agit d'un gaspillage énergétique ahurissant. Comme l'est le fait, d'ailleurs, de reconstruire des nouveaux stades, des nouveaux hôtels, des nouvelles infrastructures à chaque compétition internationale pour faire tourner l'économie au profit de quelques très grandes entreprises pourtant pas avares de greenwashing – y compris au moment des événements de ce type.

Cet été les températures ont battu des records presque partout sur la planète. Dans certaines régions comme l'Inde, le Pakistan ou l'Iran, des température dépassant les 50°C posent la problématique de zones très peuplées bientôt inhabitables. La France connaît elle une sécheresse historique et voit des incendies se cumuler sur tout le territoire. Le manque

d'eau est le sujet crucial du moment. Nous ne pouvons plus rien laisser passer.

Il ne s'agit nullement ici de s'en prendre au football. Nous savons bien que les amoureux/ses du ballon rond – et c'est le cas de l'auteur de ces lignes – sont toujours emballé·e·s à l'approche de la Coupe du Monde, de ses stars, des ses grands moments. Toutefois, nous ne pouvons plus laisser les milliardaires utiliser notre passion pour faire n'importe quoi afin de se remplir les poches. Nous ne pouvons plus non-plus nous limiter à vouloir « faire populaire » sans prendre des positions à contre-courant, ni même invoquer les relents patriotiques comme le fait le secrétaire national de la JC dans une tribune s'opposant au boycott de la Coupe du Monde. Le Boycott n'est probablement pas la solution miracle, mais elle permet de se positionner et de lancer des débats. Ce qui serait beaucoup plus efficace en revanche, c'est une campagne permettant d'interpeller la population, sur la Coupe du Monde au Qatar mais aussi sur les JO en Chine, ceux à venir à Paris et bien d'autres manifestations. Il nous faut repenser le sport et sa pratique – pour répondre aux exigences écologiques, sociales, démocratiques, féministes et égalitaires – et cela passe par des choix forts aujourd'hui, même si la question fondamentale reste celle de savoir qui dirige cette société et pour quelle politique. Le football étant utilisé par les capitalistes, il nous reste à libérer le football – et le monde – du capitalisme, en faisant la révolution.

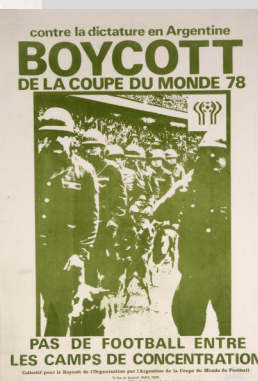
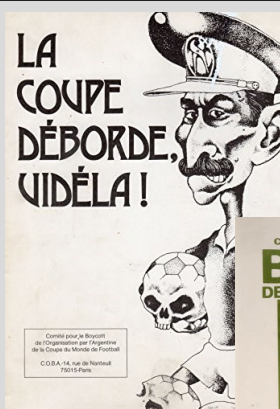
Alexandre Raguet

En 1978, la coupe du monde de football est organisée en Argentine. Pourtant une féroce dictature militaire autour de Vidéla, autoproclamé chef du pays à la suite d'un coup d'état, y sévit. Entre répression politique, emprisonnements, meurtres, camps de concentration... l'Argentine d'alors est le terrain de jeu d'une extrême-droite au pouvoir, avec une armée et une police qui chassent et répriment les opposant·e·s, les gauchistes, les indigènes...

Une campagne de Boycott est alors engagée. La LCR et le PSU participent au comité pour le Boycott de l'organisation de la coupe du Monde de Football (COBA). Malgré la non-participation des organisations de masse (PC, PS, CGT...) en France (pays où la campagne a le mieux fonctionné), 150.000 personnes signent la pétition du comité. Une tentative d'enlèvement du

sélectionneur des bleus, Michel Hidalgo, est même à l'ordre du jour mais échouera.

La campagne se déroule un peu partout dans le monde. Elle permettra de faire de la politique, de l'éducation populaire, de la solidarité internationale mais n'empêchera pas la tenue de la compétition. Parmi les joueurs, Dominique Roche-teau, attaquant de l'équipe fran-



çaise (par ailleurs charentais), est sensible à la campagne et prend plusieurs positionnements critiques. Il regrettera de ne pas être allé plus loin considérant que les silences peuvent être compris comme de l'indifférence. Johann Cruyff, quant à lui, un des meilleurs joueurs de l'époque, ne se rendra pas en Argentine avec les Pays-Bas. D'abord considéré comme un geste politique, on apprendra, des années plus tard, que cet acte était le fruit d'une intimidation armée de militant du boycott, à Barcelone, contre lui et sa famille.

CULTURE - ANNIE ERNAUX PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2022



Elle est née en 1940 en Normandie. En 1960, elle abandonne sa formation pour devenir institutrice et décide d'étudier les Lettres à l'Université de Rouen. Premier roman jamais publié, mariage, réussite au Capes, agrégation, naissance de ses 2 fils. En 1974, Gallimard publie son premier roman « Les armoires vides ». 23 autres suivront jusqu'à « Le jeune homme » en 2022 et de très nombreux textes courts et articles. Dans les années 2000, elle quitte ses fonctions d'enseignante et signe « Les

années » considéré par beaucoup comme l'accomplissement de son œuvre et qui sera couronné par le Prix Marguerite Duras et le Prix François Mauriac. En 2022 elle a reçu le Prix Nobel de littérature « pour le courage et l'acuité clinique avec lesquels elle révèle les racines, les éloignements et les contraintes collectives de la mémoire personnelle ». Elle est la première écrivaine française à recevoir cet honneur.

Pour nous autres, gauchos amoureux des mots, la joie et la fierté sont immenses. Et puis très vite, au-delà même des critiques idiotes venues de l'extrême droite, la polémique littéraire arrive. On nie son talent d'écrivaine, on lui reproche aussi son image de penseuse engagée. « Wokiste », « islamogauchiste », ce ne sont pas ses engagements politiques qui sont montrés du doigt mais tout simplement les gens dont elle parle.

Faire taire les hurlements des puissants et offrir enfin une représenta-

tion au groupe social dont elle vient, ça devait forcément faire grincer des dents, c'était écrit et elle l'a écrit.

Dans « L'écriture comme un cou-teau » publié en 2011, Annie Ernaux dit « La seule écriture que je sentais juste était celle d'une distance objectivante, sans affects exprimés, sans aucune complicité avec le lecteur cultivé (complicité qui n'est pas tout à fait absente de mes premiers textes). J'importe dans la littérature quelque chose de dur, de lourd, de violent même, lié aux conditions de vie, à la langue du monde qui a été complètement le mien jusqu'à 18 ans, un monde ouvrier et paysan ».

A 80 ans, le temps ne semble pas avoir d'emprise sur elle ; peut être parce qu'elle est toujours dans l'attente, d'émotions et de projets, dans un état de porosité permanente aux autres et à leurs bruits.

Bravo, Madame Annie !

Hélène Lanoue

CULTURE

Scénario : Jean-François Chanson

Dessin : Juliette Vaast

Editeur : Eidola (2021)



Une aventure initiatique

C'est le défi qu'ont voulu relever les auteurs de cette BD en racontant un "road movie" (attention nous sommes il y a 20.000 ans et le héros principal WU, parti de la Méditerranée parcourt la Charente de l'océan atlantique au gouffre de la Tardoire ! Les illustrations mystérieuses de la grotte du Placard près de Vilhonneur (ouverte à la visite pendant l'été) ont fourni une bonne base au scénario. Histoire d'amour et de filiation incluses !

Le jeune Wu voyage dans des pays enneigés, propage les découvertes techniques de son temps de tribu en tribu. Parti du bord de la Méditerranée, il atteint un jour le littoral atlantique. Il remonte alors la Charente puis la Tardoire quand il est attaqué, il échappe de peu à ses agresseurs et se réfugie auprès d'une tribu menée par une jeune fille dynamique, Pao. Pao qui porte un étrange symbole tatoué sur le front. Ce signe est appelé « aviforme » par les scientifiques et va fournir une bien belle histoire d'amour

Une tragique histoire d'amour

Wu tombe bien vite amoureux de Pao et lui montre toutes les techniques inven-

tées plus au sud : l'aiguille à chas pour confectionner les vêtements, l'hameçon et le propulseur à sagaies. Pao envisage tout de suite d'utiliser cette nouvelle arme pour se libérer du joug d'une tribu voisine dirigé par le cruel SAR. Les péripéties seront nombreuses, la tribu de Pao finira par vaincre mais un guerrier jaloux précipitera la jeune chef dans le gouffre de la Tardoire. Wu, anéanti décide de prendre le chemin du retour et, en route, il laissera le signe de PAO dans plusieurs grottes.

Ne surtout pas rater l'épilogue !

Le souffle de l'aventure solutréenne par des auteurs vivant en Charente et un éditeur angoumoisien

Un peu historique et documentaire dans les premières pages pour bien situer l'histoire dans son espace géo-temporel, la BD s'envole très vite sous le souffle de l'aventure. Le scénario de J.F. Chanson allie l'aventure épique, la tragédie shakespearienne et la dimension romantique tandis que la griffe semi-réaliste de Juliette Vaast associée à des couleurs naturelles nous permet d'imaginer la vie au bord de la Tardoire il y a 20.000 ans.

Serge CHASSEUIL

Il y a plus de 20.000 ans, les températures étaient beaucoup plus fraîches qu'aujourd'hui et les humains ne vivaient généralement pas dans les grottes, ils y réalisaient des cérémonies, s'y recueillaient et peignaient.

Avez-vous déjà entendu parler du "Signe du Pao" ? C'est un signe pariétal solutréen très rare que l'on ne peut découvrir qu'en Charente, un peu en Dordogne et dans une unique grotte du rivage Méditerranéen, proche de Cassis. Pourquoi, d'où venait-il et que pouvait-il bien signifier ?

Ca se passe en Poitou-Charentes



Julien Le Guet, porte parole du collectif et Philippe Poutou



Manifestation contre les mega-bassines à Sainte-Soline le 29 octobre. On y était ! Avec Philippe Poutou et une trentaine de camarades de la région.

l'appel de 150 associations et collectifs (Bassines Non Merci, Soulèvements de la Terre, la Confédération Paysanne, la CGT, ATTAC, SUD Solidaires...), plus de 7000 personnes étaient en effet rassemblées ce week-end pour arrêter le chantier de méga-bassines à Sainte-Soline, qui a démarré début octobre. Elles ont été rejointes par une dizaine de députés et élus locaux (Sandrine Rousseau, Manon Meunier, Yannick Jadot, Philippe Poutou, ...), après que 200 personnalités aient dénoncées dans une tribune jeudi l'interdiction de manifester et apporté leur soutien au camp anti-bassines.

Paysans, habitants, naturalistes, élus et militants du climat ont ensuite marché de concert vers le chantier malgré un dispositif policier inédit : 1700 policiers et 6 hélicoptères ont été mobilisés pour entraver les manifestants, tandis que des arrêtés d'interdiction de manifester et de circuler avaient été pris dès lundi pour dissuader les participants.

Bulletin de souscription

Nom :

Prénom :

Adresse postale complète :
.....
.....
.....

Courriel :

☐ J'autorise le NPA à m'envoyer des informations par courriel.

Chèque à l'ordre de « N.P.A. Souscription »

Nouveau Parti Anticapitaliste
Siège national
2 rue Richard Lenoir
93100 MONTREUIL



Tous les jeudis, l'hebdomadaire du NPA
Pour une presse libre et militante !